



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 432 du 8 Mai 2026

La furie guerrière des USA et d'Israël contre l'Iran menace l'économie mondiale et accélère la faillite globale du capitalisme

La semaine a été marquée par un nouvel épisode de la lvalue-hésitation sanglante de Trump tentant de sortir du piège qu'il s'est lui-même tendu au Moyen-Orient. Lundi 4, il lançait son « Projet liberté » censé libérer les quelques centaines de navires marchands et leurs 20 000 marins coincés dans le Golfe Persique depuis le début de l'offensive. Il y mettait fin deux jours plus tard après que l'Iran eut riposté par des tirs de missiles sur des installations pétrolières des Émirats arabes unis et des navires marchands tout en maintenant le blocus des ports iraniens. Cette reculade ne l'empêchait pas de se féliciter de « l'énorme succès militaire » et des « grands progrès accomplis en vue d'un accord complet et définitif avec les dirigeants iraniens »... dont nul ne sait évidemment ce qu'il en sera alors qu'au Liban et en Palestine son complice Netanyahu poursuit son œuvre criminelle.

La « fureur épique » des USA contre l'Iran, en plus des destructions matérielles et des pertes humaines qu'elle a déjà provoquées, a plongé la planète dans une crise mondiale, conséquence du blocage du détroit d'Ormuz par lequel transitent, entre autres, 20 % de la production mondiale de pétrole et de gaz. Les prix de ces derniers ont explosé sur les marchés financiers, occasion pour les compagnies pétrolières d'engranger de juteux surprofits du fait de leur position de monopole comme par la spéculation. TotalEnergies, dont les traders ont acheté 69 tankers de brut avant que les prix ne s'envolent, a réalisé un milliard de dollars de gains en une seule opération. Hold up dont ont bénéficié les actionnaires du groupe qui a augmenté de 5,9 % ses dividendes et racheté pour 4,6 milliards d'euros d'actions.

La contrepartie dramatique de ce braquage financier est la reprise de l'inflation qui frappe les populations mondiales ainsi qu'une aggravation du ralentissement économique, l'entrée de l'économie mondiale dans une nouvelle phase de stagflation.

La guerre de Trump contre l'Iran précipite une catastrophe sociale pour la classe ouvrière mondiale

« La guerre percute l'économie mondiale par vagues successives [...] D'abord par la hausse des prix de l'énergie, puis par celle des prix des denrées alimentaires, et enfin par une inflation plus forte, qui fera grimper les taux

d'intérêt et rendra le coût de la dette encore plus élevé » note un rapport récent de la Banque mondiale pour qui la hausse des carburants pourrait atteindre 24 % sur l'année, voire bien plus si le blocage du détroit d'Ormuz se poursuit au-delà d'un mois.

Les augmentations des prix des carburants et du gaz se répercutent sur l'ensemble des produits, industriels comme agricoles. En Europe, l'inflation calculée sur l'année écoulée qui était de + 2,6 % fin mars est passée à + 3 % fin avril. Pour les seuls carburants et sur les mêmes périodes, la hausse est passée de + 5,1 à + 11 %. Aux Etats-Unis, les chiffres sont semblables : + 3,5 % d'inflation sur un an en avril contre + 2,8 % en mars.

Dans certains pays, comme en Asie, la population est confrontée à un manque de bonbonnes de gaz, de carburant dans les stations-services, à des pénuries alimentaires. Ici, dans un des pays les plus riches de la planète, nous sommes confrontés à la baisse du pouvoir d'achat, hausse des prix du carburant et des produits alimentaires, explosion du prix du gaz...

L'économie s'enfonce dans la stagnation. La prévision de croissance pour l'année aux USA est de 2 %, en dessous des estimations précédentes. Pour l'Europe, elle est de 1 %, nulle pour la France. La menace du chômage ne cesse de monter alors que les suppressions d'emplois s'étaient déjà multipliées avant le début de la guerre : en France, 19 000 procédures liées à des défaillances d'entreprises ont été enregistrées au 1^{er} trimestre 2026, 71 000 sur les 12 derniers mois. En Allemagne, on notait 10 % de faillites en plus sur un an. Des plans de licenciements touchent brutalement des milliers de travailleurs, comme à Stellantis.

La guerre déclenchée par Trump au Moyen-Orient accélère l'entrée de l'économie mondiale dans une période de stagflation, voire de récession assortie d'inflation qui, outre la catastrophe sociale qu'elle constitue, rend de plus en plus probable l'avènement d'un krach financier majeur.

Dettes, finance, le capital menacé par lui-même

La crainte d'un effondrement financier hante le monde de la finance. Le risque le plus visible est porté par la spéculation

lation sur les marchés boursiers dont on peut suivre les effets de yoyo en écho aux errances de la politique de Trump. Cela associé aux bulles spéculatives sans précédent qui se sont constituées sur les valeurs des grandes entreprises de la Tech US, les « 7 magnifiques », dont tout fait craindre qu'un krach de l'une d'entre-elles se répercute aux autres et à l'ensemble des marchés.

Mais c'est de la dette que semble venir le principal danger. Les dépenses liées au « réarmement » aggravent l'endettement des Etats. La charge de leur dette explose sous le double effet de l'augmentation des capitaux empruntés et de celle des taux d'intérêt. En France, la dette dépasse 116 % du PIB et sa charge, 64 milliards d'euros, est devenue le premier poste budgétaire. Aux Etats-Unis, la dette vient d'atteindre les 100 % du PIB, démentant les prétentions de Trump à en limiter la croissance. Mais le principal problème généré par la croissance de la dette publique et de sa charge n'est pas tant le risque de défaut que celui de la politique d'austérité que les Etats imposent au nom de la nécessité de réduire les déficits dont elle serait la cause, alors qu'elle est un des mécanismes par lequel les Etats détournent les fonds publics au profit de l'oligarchie financière. Ce racket des Etats au profit du capital participe à la régression sociale, elle est un facteur de la récession économique qui mine la société.

La menace venue de la dette gigantesque sur laquelle repose la guerre de l'IA que se livrent les grandes entreprises de la Tech US est plus préoccupante. Ces dernières ne peuvent en effet financer leurs équipements pharaoniques qu'en s'endettant massivement, sans la moindre certitude, à terme, que le développement de l'IA génère un retour sur investissement. Ni même savoir si les projets aboutiront, confrontés à la difficulté de réunir les ressources matérielles colossales nécessaires à leur réalisation. La faillite retentissante de certaines entreprises de l'IA n'a rien d'improbable et se traduirait, compte tenu de l'ampleur des dettes, par des pertes tout aussi retentissantes du côté des créanciers.

La menace principale viendrait cependant du secteur financier du « private credit » (crédit privé) aux Etats-Unis. Il s'agit de fonds spécialisés dans le prêt d'argent à des entreprises non cotées en bourse à qui les banques « classiques » refusent un crédit faute de perspectives de rentabilité suffisante. Les taux pratiqués sont d'autant plus élevés que ces crédits sont « à risque », une perspective juteuse qui a aiguisé les appétits des investisseurs, riches particuliers comme banques, qui se sont précipités pour fournir à ces fonds l'argent nécessaire aux prêts.

Les risques de perte en cas de faillite des entreprises emprunteuses restaient acceptables tant que le taux de faillite de ces dernières ne dépassait pas 2 à 3 %. Or ce taux avait grimpé à 6 % en novembre 2025, puis il était estimé à 15 % par un « scénario du pire » en février dernier, avant même l'offensive de Trump au Moyen-Orient. Les investisseurs font maintenant pression sur les fonds pour récupérer leur mise dans sa totalité, alors que les contrats de crédit privé stipulent que les retraits ne

peuvent dépasser 5 % du total par trimestre. Les fonds sont pris dans l'alternative de répondre à cette demande au risque de faire eux-mêmes faillite ou de s'en tenir à la règle des 5 %, poussant leurs investisseurs à perdre leur argent. Un dilemme qui ne peut que s'aggraver alors que les conséquences de la guerre en Iran étendent leurs ravages, poussant à la faillite les entreprises les plus fragiles dont nombre ont fait appel au « crédit privé ». C'est un véritable tsunami financier qui se prépare de façon totalement souterraine et opaque dans la « finance de l'ombre », une nouvelle crise de la dette qui menace de toucher de plein fouet le système bancaire, au risque d'entraîner un blocage du crédit, la paralysie de l'appareil de production dans son ensemble.

Guerre économique et guerre militaire, une même guerre pour les profits en réponse à une quasi-stagnation économique

L'exacerbation de la guerre commerciale et de la guerre militaire qui en est le prolongement n'est pas le produit de la seule folie de quelques tyrans, Trump, Poutine ou autres. Elle est une des conséquences du ralentissement global de la croissance de l'économie mondiale observée depuis la crise de 2007-2008.

Ce ralentissement a exacerbé la concurrence sur le marché mondial entre les multinationales des vieux pays industriels, USA et Europe de l'ouest, et celles de la Chine et autres pays émergents que la politique de prédation du capital occidental a contribué à créer. Premier touché par cette concurrence qui remettait en cause son hégémonie, le capital US initiait dès 2009 une politique protectionniste qui, d'Obama à Trump en passant par Biden n'a cessé de se durcir vis-à-vis de la Chine pour s'étendre au reste du monde avec l'offensive des droits de douane de Trump.

Ces mesures protectionnistes ont à leur tour contribué à perturber le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement mondiales et au ralentissement économique. Lequel a été accentué par la pandémie de covid en 2020-2022, puis maintenant pas la « fureur épique » de Trump, illustration de la logique mortifère dans laquelle les conflits économiques, la guerre pour les profits, se transforment en guerre tout court.

C'est le cas de la guerre par procuration en Ukraine, où les USA et l'UE affrontent la Russie de Poutine pour l'accaparement des ressources du pays avec la complicité de Zelensky et des oligarques ukrainiens... et la peau de la population. Ou de la guerre génocidaire de Netanyahu-Trump en Palestine, maintenant au Liban et en Iran pour le contrôle du pétrole, du gaz, des routes logistiques maritimes, etc., avec, parmi les objectifs, celui de perturber les réseaux d'approvisionnement et de distribution de la Chine.

Le cas aussi des guerres « intraétatiques », où, dans de nombreux pays, d'Afrique en particulier, différents groupes armés s'affrontent sous des drapeaux différents, djihadistes ou autres, pour mettre la main sur les

ressources du pays et accéder à la mangeoire des multinationales. Lesquelles, en concurrence entre elles, jouent tel groupe armé contre tel autre, au gré de leurs intérêts. L'actualité aujourd'hui au Mali en est une illustration, un peu plus de dix ans après l'aventure de l'intervention française initiée par Hollande pour les profits des Bolloré & co.

Au stade du capitalisme financiarisé mondialisé, désormais multipolaire, aucune puissance n'est en mesure d'assurer un ordre mondial relativement stable, pas plus les USA, anciens maîtres du monde, que leur principale rivale la Chine. Place au chaos généralisé, une guerre sans fin, aux alliances mouvantes, symptômes de la faillite historique du capitalisme. Les expédients que celui-ci met en œuvre pour tenter de repousser ses limites ne font que rapprocher sa fin.

La crise d'accumulation, le stade ultime

L'impasse sanglante dans laquelle s'enfoncé le capitalisme financiarisé mondialisé est le produit implacable de l'exacerbation de ses contradictions internes, l'expression d'une panne profonde du mécanisme de base du capitalisme, celui de l'accumulation.

Il peut paraître paradoxal de parler de « crise d'accumulation » alors que la folie guerrière s'accompagne d'une accumulation inouïe de richesses entre quelques mains. Mais parler de crise d'accumulation, au sens marxiste du terme, suppose distinguer les capitaux issus du système de l'exploitation salariale, que Marx voyait comme une « *accumulation de travail mort* », de ce qu'il appelait « *capitaux fictifs* », produits par la spéculation sur les marchés financiers.

Cela suppose se situer d'abord au niveau du système de production et d'échange, seul capable de produire des valeurs nouvelles, produits du travail humain. La modernisation des moyens de production, l'automatisation de tâches de plus en plus nombreuses, accélérée aujourd'hui par l'IA, réduit la quantité de travail nécessaire pour produire les biens et services pouvant trouver preneur sur des marchés par ailleurs limités par la dégradation du pouvoir d'achat du plus grand nombre. Alors que le coût des équipements industriels ne cesse de grimper, à l'instar des centaines de milliards investis dans les data centers et autres, la seule source capable de créer des valeurs nouvelles se réduit, avec pour conséquence inéluctable la baisse chronique du rendement des capitaux investis dans les moyens de production.

Les capitaux en recherche d'investissements productifs sont de ce fait confrontés à un double problème : la baisse de la rentabilité et la limitation de la quantité de capitaux que le système de production est en mesure de faire fructifier. Face à ce goulet d'étranglement, les capitaux « surnuméraires » de plus en plus massifs vont se placer sur des marchés financiers qui sont des créations de la finance elle-même, un casino géant et mondial en perpétuelle expansion où les capitalistes viennent jouer leur fortune. Un casino où les gagnants ne se contentent pas de faire leurs gains sur le dos des perdants, mais où

la multiplication des échanges, à la vitesse de la lumière et à l'échelle planétaire, génère une hausse globale des titres échangés, la constitution de bulles de capitaux fictifs, totalement parasites, dont l'accumulation ne peut qu'aboutir à l'effondrement du château de cartes, au krach.

Pendant que les capitaux fictifs s'accumulent, les Etats volent au secours des profits industriels des multinationales, qu'ils soutiennent à coup de milliards au prix d'un endettement de plus en plus massif qu'ils compensent par des politiques austéritaires, lesquelles réduisent d'autant le pouvoir d'achat des populations. Ils contribuent ainsi à la récession économique, processus encore accentué par l'escalade des politiques d'armement. Les mêmes multinationales usent par ailleurs de leur position de monopole pour imposer des prix leur garantissant de juteux surprofits, au prix d'une inflation qui aggrave la crise. Une multitude d'entreprises plus petites ne peuvent, elles, assurer leur existence qu'en recourant à une cavalerie financière dans laquelle un emprunt sert à rembourser le précédent et à éponger le manque de rentabilité de la production. Tout cela accumule les ingrédients d'une crise de solvabilité majeure dont la menace semble aujourd'hui se matérialiser autour du « crédit privé » américain.

Tous ces éléments, dans leurs relations réciproques, constituent la crise d'accumulation aiguë qui frappe actuellement le capitalisme financiarisé mondialisé. Au point qu'il n'a pas d'autre échappatoire que le chaos guerrier et la résignation à un effondrement financier catastrophique inévitable.

Le mode de production capitaliste a connu d'autres situations de blocage, de « grandes crises » d'accumulation. Il n'a pu s'en dégager qu'en trouvant de nouveaux terrains d'investissements productifs capables de relancer la croissance de l'appareil de production et d'échange. Il l'a fait en particulier à travers le partage du monde entre puissances impérialistes à la fin du 19^{ème} siècle. Ou encore, à partir des années 1980, à travers la mondialisation industrielle et financière dont est née la configuration actuelle du monde, le capitalisme financiarisé et mondialisé aujourd'hui en faillite.

Mais ces processus ne s'inscrivent en aucun cas dans un schéma cyclique, des hauts suivis de bas dont le capitalisme aurait la faculté de sortir par la magie de ses « capacités d'adaptation ». Chaque étape relève d'une phase de développement qui prend le relais de la précédente, à une autre échelle, dans un processus qui a conduit le capitalisme industriel de ses débuts en Angleterre à la fin du 18^{ème} siècle à sa globalisation à l'échelle de la planète. Cette globalisation, qui s'est accompagnée de la financiarisation de l'économie et de la concentration du capital entre une poignée d'oligarques financiers, est aujourd'hui terminée. Il n'y a plus de nouveaux territoires vierges à exploiter, les ressources de la planète s'épuisent, le productivisme effréné a détruit les équilibres écologiques.

La surexploitation des hommes et des femmes atteint elle aussi ses limites comme le montre la multitude de

révoltes sociales profondes, partout dans le monde, dont celles aujourd'hui aux USA contre la politique de Trump, incarnation du capitalisme le plus sénile et de son pouvoir dictatorial. Cette « mondialisation de la révolte » porte en elle la seule force capable de mettre un coup d'arrêt à la marche inéluctable à la catastrophe dans laquelle le capitalisme sénile, à son stade ultime, entraîne l'humanité.

Un plan de bataille contre notre propre bourgeoisie, pas un euro, pas un homme pour leur guerre ! A bas les profiteurs de guerre ! Faisons payer le capital !

Face à la récession et à l'inflation qui s'installent et ne peuvent que s'accroître, nous, travailleur·es, ne pouvons compter que sur nos propres forces, notre organisation. Nous avons besoin d'un plan de bataille contre les profiteurs de ce système, grands patrons du CAC40 comme politiciens qui les servent. Refusons de nous laisser enrôler dans leur campagne militariste, vers une guerre qui n'est pas la nôtre mais le fruit pourri de leur monde en décrépitude. Refusons les augmentations à répétition du budget militaire. Imposons au contraire de prendre sur les profits indécentes des profiteurs de guerre, industriels de l'armement ou spéculateurs comme Total.

Un tel plan s'inscrit nécessairement dans un programme plus global, seul capable de mettre un coup d'arrêt à la marche à la catastrophe, un programme qui met à l'ordre

du jour la prise de contrôle de la société par les exploité·es, un programme pour la révolution socialiste mondiale.

La faillite mondialisée du capitalisme prépare les conditions objectives et subjectives de la révolution socialiste mondiale

Les évolutions du mode de production capitaliste ont abouti à un stade où les progrès scientifiques et techniques considérables qui sont le fruit du travail humain se transforment, sous la dictature de la finance, de facteurs de progrès en facteurs de destruction du système lui-même, de son effondrement. Ces évolutions ont aussi réuni, en socialisant l'économie à l'échelle mondiale, en développant un prolétariat mondial nombreux et interconnecté, les moyens matériels et humains d'établir sur l'effondrement du mode de production capitaliste les fondements d'une nouvelle société basée sur la coopération du travail humain et n'ayant d'autre objectif que la satisfaction des besoins de toutes et tous.

« ... le développement de la grande industrie sape, sous les pieds de la bourgeoisie, le terrain même sur lequel elle a établi son système de production et d'appropriation. Avant tout, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables. » écrivaient Marx et Engels dans le [Manifeste du parti communiste](#).

Daniel Minvielle